

**PERSPECTIVES ECONOMIQUES REGIONALES, AUTOMNE 2018 : MOYEN-ORIENT, AFRIQUE
DU NORD, AFGHANISTAN ET PAKISTAN**
RESUME

Le dernier rapport du FMI sur les *Perspectives économiques régionales pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord, l'Afghanistan et le Pakistan* (MOANAP) se penche sur les principaux facteurs qui influent sur l'évolution économique dans la région, parmi lesquels les effets de la hausse des cours du pétrole et du durcissement des conditions financières sur les pays émergents. Le rapport examine aussi comment les pays peuvent accomplir davantage de progrès dans un contexte international de plus en plus difficile.

Les soldes extérieurs et budgétaires des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP s'amélioreront sensiblement en 2018–19, sur fond de hausse des cours du pétrole. Dans l'ensemble, malgré une nette dégradation des perspectives de l'Iran en raison de la réimposition de sanctions imposées, les pays exportateurs de pétrole devraient afficher une croissance de 1,4 % en 2018 et de 2 % en 2019. Dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), la croissance devrait se redresser pour atteindre 2,4 % en 2018 et 3 % en 2019, après un repli en 2017. Cela s'explique par un redressement de l'activité hors pétrole, à la faveur d'un ralentissement du rythme de l'assainissement des finances publiques, et par une augmentation de la production de pétrole.

Dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, la croissance devrait se poursuivre à un rythme modeste de 4,5 % en 2018, avant de retomber à 4 % en 2019. Cette croissance est toutefois hétérogène, puisque trois quarts environ de ces pays devraient enregistrer une croissance inférieure à 5 % à moyen terme, soit un niveau trop bas pour résoudre les problèmes d'emploi et répondre aux besoins de développement. La hausse des cours du pétrole neutralise aussi en partie l'embellie des soldes extérieurs et budgétaires.

Des risques multiples et interdépendants assombrissent les perspectives de la région MOANAP. Parmi eux figurent un durcissement plus rapide que prévu des conditions financières mondiales, une exacerbation des tensions commerciales qui pourrait peser sur la croissance mondiale et pénaliser les principaux partenaires commerciaux de la région MOANAP, les tensions géopolitiques et les retombées des conflits régionaux. Ces risques pourraient provoquer une dégradation du climat sur les marchés financiers et une accentuation de la volatilité de ces derniers, ce qui aggraverait les problèmes de financement des pays ayant un endettement ou des besoins de refinancement considérables. L'incertitude sur le plan politique et les tensions sociales pourraient aussi remettre en question le programme de réformes dans certains pays. En outre, l'évolution des cours du pétrole est très incertaine. S'ils continuaient à augmenter, cela pourrait entamer la détermination des pays exportateurs à poursuivre les réformes, tout en intensifiant les pressions sur les pays importateurs.

Afin de renforcer leur résilience face à ces risques et de construire un avenir dans lequel les fruits de la croissance sont partagés par tous, les pays de la région MOANAP doivent s'engager à poursuivre les réformes.

Dans la mesure du possible, des taux de change flexibles devraient servir à amortir les éventuelles pressions extérieures. Tous les pays de la région doivent poursuivre leur rééquilibrage budgétaire afin de constituer ou de renforcer leur marge de manœuvre, de préserver la viabilité et d'assurer une plus grande équité entre les générations. Dans le même temps, ils pourraient veiller davantage à ce que leurs politiques budgétaires soient équitables et plus propices à la croissance.

Les perspectives et les risques grandissants mettent en évidence la nécessité de redoubler d'efforts pour porter la croissance à des niveaux synonymes de créations d'emplois suffisantes pour le bien de tous. Dans ce contexte, les pays devraient élargir l'accès aux services financiers, renforcer la gouvernance, améliorer les résultats scolaires et assouplir le marché du travail, notamment dans les pays du CCG.

L'un des deux chapitres analytiques du rapport examine de manière plus approfondie comment les pays peuvent stimuler une croissance inclusive dans le contexte d'un espace budgétaire limité. Si la poursuite du rééquilibrage budgétaire aura peut-être des effets négatifs inévitables sur la croissance, la nature de l'assainissement pourra contribuer à amortir le choc. Pour veiller à ce que le rééquilibrage soit aussi propice à la croissance et équitable que possible, les pays devront 1) donner la priorité aux investissements générateurs de croissance et de qualité dans le capital humain et les infrastructures physiques, tout en maintenant des dépenses sociales bien ciblées, et 2) opter pour une fiscalité plus progressive, diversifier l'assiette des recettes et supprimer les distorsions.

Dans l'autre chapitre analytique, les services du FMI étudient un thème essentiel dans le cadre de l'actuelle transition de la région MOANAP vers un avenir plus prospère pour tous : l'investissement privé. Pour favoriser les créations d'emplois et une croissance inclusive, un secteur privé dynamique, stimulé par un solide investissement privé, s'impose. Or l'investissement privé dans la région est faible par rapport aux pays comparables. Le chapitre analyse comment une amélioration de l'accès aux services financiers et le développement des marchés nationaux des capitaux stimuleraient l'investissement privé dans la région. En outre, l'investissement dans l'éducation et les infrastructures, la réduction du poids de l'État dans l'économie, ainsi que l'amélioration de l'efficacité de l'État et de la gouvernance débloquent l'investissement privé et permettraient de passer à une croissance plus élevée et tirée par un secteur privé.